

**16 décembre 2014 – Atelier « Regards croisés »**  
**« La démocratie inachevée » de Pierre Rosanvallon** (Gallimard 2000)

Quelques mots sur l'auteur, éminent professeur au collège de France, il n'est pas inutile de savoir d'où il parle.

Ancien élève d'HEC, dirigeant des JEC (jeunesses étudiantes chrétiennes), puis militant CFDT : conseiller économique d'Edmond Maire, promoteur de la « **3ème voie** », proche de Jacques Delors et de Nicole Notat, aux côtés de qui il a pris position contre les **grèves de 1995**.

En défendant la réforme Juppé sur les retraites, il s'est vivement opposé à **Pierre Bourdieu**, qu'il considérait comme sa « bête noire ». Militant avant d'être un chercheur historien-sociologue.

**La Fondation Saint-Simon (1982-1999)**

Rosanvallon est co-fondateur (avec François Furet) de la **Fondation Saint-Simon** (1982). Ce « think-tank » (dissous le 31 déc 1999) avait pour objectif de susciter la rencontre de « ceux qui ont des moyens avec ceux qui ont des idées », intellectuels, hommes d'affaires et de médias, hauts fonctionnaires, technocrates libéraux, etc.

**Dépasser les clivages gauche-droite, laboratoire de la pensée unique et repaire de la gauche-caviar, idéologie du lien indissoluble entre démocratie et économie de marché.**

Financée par la Caisse des dépôts, Suez, Publicis, la SEMA, le Crédit local de France, la banque Wormser, Saint-Gobain, BSN Gervais-Danone, MK2 productions, Cap Gemini, etc.

- Présidents : François Furet et Roger Fauroux (normale sup et ENA, inspecteur des finances, PDG de Saint-Gobain et directeur de l'ENA, ministre de l'Industrie dans le gouvernement Rocard).

- Trésorier : Alain Minc

- Secrétaire : Pierre Rosanvallon, qui représentait en outre la fondation Saint-Simon auprès du « **Club de La Haye** », groupe de contact animé par la CIA et chargé de fournir un fondement idéologique aux « stay-behind » du réseau Gladio.

**Principaux membres : des chefs d'entreprises** tels que Jean-Louis Beffa (Saint Gobain), Antoine Riboud (Danone – BSN), Jean-Luc Lagardère (Matra – Hachette), Jean Peyrelevade (Crédit Lyonnais), Christian Blanc, Francis Mer – **des intellectuels** : Luc Ferry, Alain Finkielkraut, Alain Touraine, Pierre Nora, Thomas Piketty, Bernard Kouchner, et tous les « **chiens de garde** » : Christine Ockrent, Anne Sinclair, Jean Daniel, Jacques Julliard, Laurent Joffrin, Serge July, Franz-Olivier Giesberg, Jean-Pierre Elkabbach, etc.

On les retrouve aujourd'hui au « Siècle », à Terra Nova, à la « République des Idées », et dans de nombreux colloques branchés où ils continuent à diffuser l'idéologie sociale-libérale.

**La démocratie inachevée (2000)**

Le ton est donné dès la première phrase (p.9) : « La démocratie représentative (...) constitue désormais le seul horizon reconnu du bien politique. » On nage en pleine pensée unique.

Voir Francis Fukuyama « *La fin de l'Histoire et le dernier homme* », (1992) : « *La démocratie libérale représente le point final de l'évolution idéologique de l'humanité, la forme finale de tout gouvernement humain.* »

Troisième volume d'une série consacrée à l'histoire de la démocratie depuis 1789 (Le Sacre du Citoyen 1992 et Le Peuple introuvable 1998), il s'attache à décrire les diverses tentatives de surmonter la contradiction structurelle entre souveraineté du peuple et risques de récupération par ses représentants, entre « les horreurs de la démagogie et les oppressions d'une nouvelle aristocratie ». Rosanvallon part du constat de cette indétermination de la démocratie, de son inachèvement ; d'où le titre de l'ouvrage.

La démocratie représentative doit-elle être considérée comme un outil qui permet la réalisation de l'idéal démocratique, ou au contraire comme un obstacle à l'instauration d'une démocratie « pure » ?

**Dans une première partie** qui va de 1789 à la fin du second Empire, il commence par revisiter les grandes étapes de la Révolution, avec notamment une analyse très fine de la Constitution de l'an I (celle de Condorcet, jamais appliquée), qui visait à intégrer la souveraineté populaire dans des mécanismes de contrôle de la représentation et à donner ainsi au peuple la possibilité de contrôler ses représentants autrement que par l'insurrection (p.75).

Mais pourquoi réduit-il la pensée de Condorcet à une technologie institutionnelle, alors que l'essentiel de sa pensée politique est dans la construction d'un peuple de citoyens éclairés comme condition nécessaire à la démocratie ? => cf. Muriel à propos des sophistes, qui détournent la parrésia et manipulent le peuple ; seule antidote : l'instruction.

**Voir Condorcet « Mémoires sur l'instruction publique »** de 1791 - 92 : « L'inégalité d'instruction est une des principales sources de la tyrannie », « Rendre les citoyens capables d'exercer les fonctions publiques, pour qu'elles ne deviennent pas une profession ».

Rosanvallon a en fait une profonde méfiance vis à vis du peuple, qu'il considère comme irrémédiablement immature et prêt à l'insurrection, dont Sade serait le théoricien et Robespierre l'instigateur. **Pas un mot sur la possibilité d'une « éducation populaire ».**

Comme son ami François Furet, il déteste la Révolution – en tous cas à partir de 93. Il voit dans la Terreur une « déinstitutionnalisation du politique » et dénonce l'utopie d'un peuple naturellement vertueux et capable de légiférer de manière autonome.

Il rend les Montagnards responsables de l'inachèvement de la démocratie (p.81).

Le « romantisme de la barricade » serait une caractéristique française issue de cette époque.

Puis il s'attache à décrire « **quatre tentatives radicales de dissiper l'indétermination démocratique** » (p.35) :

- le libéralisme doctrinaire : Guizot et le suffrage censitaire, qu'il traite avec beaucoup d'indulgence, lui cherchant une justification politique ;
- la culture de l'insurrection : Blanqui, inspiré par Robespierre et Baboeuf, qu'il caricature avec acharnement et dont il moque l'anticléricisme et la passion pour l'instruction ;
- la généralisation du vote : description très critique des propositions de « gouvernement direct », de « gouvernement simple », formulée entre 1848 et 1851 (IIème République) par Rittinghausen et Victor Considérant ;
- le césarisme (Napoléon III) : au delà de la privation des libertés politiques et du césarisme plébiscitaire de Napoléon III, il insiste sur la naissance d'une société civile indépendante de la sphère politique et organisée dans sa diversité. (« Démocratie illibérale »)

**La deuxième partie démarre avec la IIIème République :**

« Deux spectres hantent les hommes de la IIIème République : le césarisme et la révolution sociale », c'est à dire l'Empire et la Commune.

L'institutionnalisation définitive du suffrage universel s'accompagne d'une nouvelle relation électeurs/élus. On élit ceux qui sont le mieux capables de gouverner, donc professionnalisation (p.238-239) et avènement de ce qu'il nomme une « **démocratie moyenne** » :

« Le passage progressif d'une politique des personnes à une politique des idées, qui est lié à l'avènement du suffrage universel et au développement conséquent des programmes, constitue le tournant majeur des sociétés démocratique dans les dernières décennies du XIXème siècle. »

Cette « démocratie moyenne » se définit à travers quatre champs de tension (p.252) :

- la question du mandat : mandat impératif, contrôle et révocabilité ;
- les formes d'expression de la souveraineté, directe ou déléguée : le référendum. C'est

l'occasion de traiter hâtivement les propositions d'Edouard Vaillant, des anarcho-syndicalistes et de Jaurès qu'il cite à peine tout en s'attardant longuement sur le modèle helvétique.

- la nature de l'espace public : démocratisation des pratiques sociales, droit de manifester, d'affichage, de réunion, de pétition. Libertés publiques conçues comme possibilités d'exprimer collectivement ce que la représentation institutionnelle ne peut prendre en compte, car dépositaire de l'intérêt général.
- le champ d'application des principes démocratiques : naissance de l'opinion publique, démocratie d'opinion, développement des enquêtes et des sondages, de Gabriel Tarde à internet.

Quant aux apports du mouvement ouvrier au processus démocratique, il ne lui consacre que quelques pages approximatives en fin d'ouvrage (p.339 et suivantes), où il évoque très rapidement Proudhon, Jean-Baptiste Godin et même Marc Sangnier. Ce chapitre est significativement intitulé « La république et l'atelier », comme si les réflexions issues du mouvement ouvrier ne pouvaient concerner que l'atelier, comme si la sphère de la production était hors de la société.

Ce n'est qu'à partir de la Ière guerre mondiale que Rosanvallon prend sérieusement en compte le rôle de la gauche dans la vie démocratique – difficile de faire autrement ! -, tout en faisant remarquer que « le programme du Front populaire, fortement axé sur les problèmes économiques et sociaux, n'a consacré aucune ligne aux questions constitutionnelles » (p.364).

Enfin, le XXème siècle se satisfait d'une « démocratie négative », dont les insuffisances sont oubliées au profit de son rôle de protectrice des libertés face aux totalitarismes, dont il esquisse les traits principaux en opposant Carl Schmitt et Lénine à Hans Kelsen, Karl Popper et Joseph Schumpeter. **Mais le programme du CNR n'est même pas cité**, on se contente d'une allusion à ses propositions sociales (sécu, comités d'entreprise) en faisant silence sur ses propositions structurelles. Rosanvallon a le culot d'ajouter « il n'y a donc rien d'intellectuellement notable à signaler dans ces années quant à l'histoire de la démocratie française » (p.384).

L'histoire continue par un vibrant éloge du « moment autogestionnaire » de 68, vu par un militant CFDT, puis l'évocation du désenchantement qui a suivi : chute du communisme et mondialisation n'en sont pas les seules causes, c'est surtout le symptôme de l'échec d'une modernité politique basée sur la volonté de faire société (des théories du Contrat social), et l'entrée dans un « âge ordinaire du politique » (p.397).

Dans une conclusion un peu fourre-tout, Rosanvallon évoque les risques et les espoirs qui caractérisent ce nouvel âge : il met en garde contre l'abandon de tout projet collectif positif (Hayek), contre l'illusion souverainiste de l'essentialisation d'un peuple homogène et uni, et contre l'illusion d'une gouvernance mondiale dont le changement d'échelle ne résoudrait en rien les apories de la souveraineté. Il pointe les dangers d'une « démocratie immédiate » - télé-démocratie ou démocratie internet -, sans histoire et sans mémoire, qui zappe le temps de la délibération et se réduit au « caprice de chaque heure » (Renan). **Cf Christophe Prochasson.**

Il plaide pour une souveraineté complexe, qui démultiplierait les niveaux de la représentation, pour une « démocratie plurielle », qui concilierait enfin le libéralisme de Locke et l'auto-institution de la société de Rousseau, dans une nouvelle modernité où les appartenances sociales sont moins rigides et les identités plus diversifiées. On retrouve là les analyses d'**Anthony Giddens.**

Retour nostalgique à l'autogestion, qui permettait « au souci de soi et au combat politique de ne plus être antinomiques » (p.416), et à une nouvelle exigence démocratique, moins politique et plus sociale, « dont le but est d'organiser la vie commune par le règlement de la distribution des droits et des biens entre les hommes et les femmes » (p.417).

Les séparatismes identitaires (Catalogne, Flandre, Italie, Tchécoslovaquie) et la bonne conscience à vil prix de l'humanitaire, « recul des normes acceptées de la solidarité », doivent céder la place à une « vision renouvelée et exigeante de la nation », seul cadre où les solidarités peuvent s'exprimer à travers l'impôt et la cotisation sociale. Mais tout ça reste un peu flou...

C'était il y a 15 ans... Certains, loin de la fondation Saint-Simon et à l'opposé de la « mondialisation heureuse » d'Alain Minc et de la « fin de l'histoire » de Fukuyama, pointaient déjà la fragilité de la finance mondiale, l'urgence environnementale, la montée des intégrismes et du terrorisme.  
Quelle démocratie dans une société sans croissance ?  
Pas un mot sur ces grands enjeux auxquels la démocratie est violemment confrontée.

« La Démocratie inachevée » reste toutefois un outil utile pour analyser l'histoire de la souveraineté du peuple en France depuis 1789, ses diverses formes et dérives, mais un outil à manier avec précaution car porteur d'un fort parti-pris idéologique ; derrière les omissions de l'historien, le militant chrétien-démocrate, profondément anti-communiste, avance masqué...

*Les numéros de pages sont ceux de l'édition originale : Gallimard, collection « Bibliothèque des histoires.*